

COMITE DE PILOTAGE DU GC

COMITE TECHNIQUE DU GC

SECRETARIAT TECHNIQUE DU GC

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail



BILAN DU GROUPE CONSULTATIF DU PND 2012-2015



Introduction

Le 28 Mars 2012, le Gouvernement a adopté le Plan National de Développement (PND) 2012-2015 qui contenait une stratégie globale et cohérente de développement soutenue par des projets et programmes structurants dont le coût de la mise en œuvre sur la période s'élevait à **11 076 milliards de FCFA dont 1 566,1 milliards de FCFA pour l'année 2012**. Pour la période 2013-2015, les investissements à réaliser s'élevaient à **9 509,9 milliards de FCFA dont 4 185,6 milliards de FCFA du secteur public et 5 324,3 milliards de FCFA attendus du secteur privé**.

Sur les investissements à réaliser au titre du secteur public, les financements acquis du trésor sur la période étaient estimés à **2 168,5 milliards de FCFA** (soit 4,5 milliards de dollars). Il se dégageait un besoin de financement destiné à l'investissement public de **2017,1 milliards de FCFA** (4 milliards de dollars) à mobiliser au cours du Groupe Consultatif.

Pour le financement de ce plan ambitieux, le Gouvernement a organisé **un Groupe Consultatif les 4 et 5 décembre 2012 à Paris**. Dans le cadre de ce GC, le Gouvernement a partagé la vision du développement du pays et mobilisé, en complément des ressources propres de l'Etat, les financements extérieurs aussi bien publics que privés nécessaires à la mise en œuvre dudit plan.

I. Annonces de financements au cours du Groupe consultatif

La première journée du groupe consultatif a été consacrée aux partenaires institutionnels et la seconde journée a réuni un forum des investisseurs privés nationaux et internationaux.

La rencontre avec les partenaires institutionnels a enregistré une participation remarquable de ces derniers si bien que **les contributions des partenaires ont représenté le double de ce qui était attendu avant le Groupe Consultatif. Ces contributions devaient financer tous les investissements publics sans qu'il soit nécessaire de recourir aux ressources propres de l'Etat**.

La journée consacrée aux investisseurs privés a connu une forte participation de **plus 300 investisseurs originaires d'Afrique, d'Europe, d'Asie, du Moyen Orient et d'Amérique**. Les participants ont exprimé des intérêts particuliers dans les secteurs porteurs suivants : **Agriculture, Mines, Pétrole et énergie, industrie, les télécommunications, commerce et distribution, Hôtellerie et Tourisme, Santé, Bâtiments, travaux publics et secteurs bancaires et financiers**.

Le montant total des intentions d'investissements pour **le secteur privé** est largement au-dessus des besoins de financements privés prévu dans le PND qui est de **5 324 milliards de FCFA (soit environ 10,64 milliards de dollars US)**.

Au total, les annonces officielles des partenaires s'élevaient à **4 319 milliards de FCFA** (8,6 milliards de dollars US) dont **1 102,4 milliards de FCFA** (2,2 milliards de dollars US) de financements acquis et **3 217 milliards de FCFA** (6,4 milliards de dollars US) de nouveaux financements.

II. Concrétisation des annonces du Groupe consultatif

Après le Groupe Consultatif, les discussions avec les partenaires au développement ont permis de confirmer les engagements pris à Paris. Le tableau 1 ci-dessous indique les annonces, les engagements, les décaissements et les taux respectifs sur la période 2012-2015.

Tableau 1 : Synthèse des Concrétisation de financements du GC (en millions de dollars US)

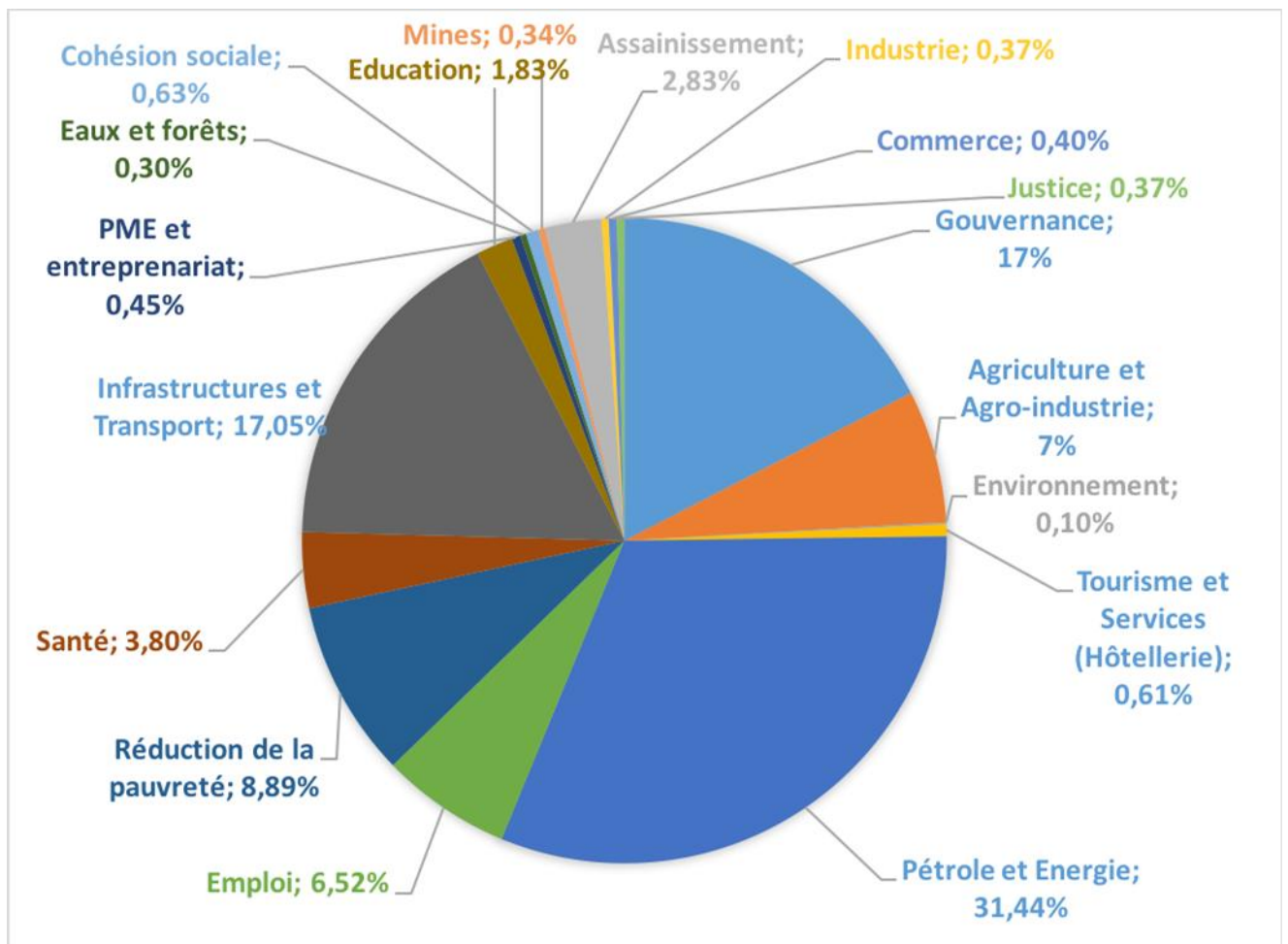
En millions \$US		Annonce GC 2012 (millions \$US)	Engagements 2012-2015 (millions \$US)	Taux d'Engagement (Montant Engagement base Annonce)%	Décaissements 2012-2015 (millions \$US)	Taux de Décaissements (Montant Décaissement base Engagement)%	Reste à décaisser sur 2016-2020 sur octrois antérieur (millions \$US)
Multilatéraux		5 000	6 404	128%	5 323	83%	1 084,94
Banque mondiale	IDA	600	1 038	173%	717,00	69%	286,46
	MIGA	750	878,90	117%	878,90	100%	
	SFI	700	742	106%	742,40	100%	
	Total BM	2 050	2 659	130%	2 338,30	88%	286,46
Banque Africaine de Développement	Public	1 000	1 089	109%	732,64	67%	356,36
	Privé		282	28%	269,42	96%	12,58
	Total BAD	1 000	1 371	137%	1 002,06	73%	368,94
Banque Islamique de Développement	Total BID	1 000	597	60%	306,82	51%	290,18
SNU	Public	360,887	416	115%	415,67	100%	
UE	Public	314,880	629,736	200%	548,37	87%	120,25
FMI	Public	274	731,20	266%	712,09	97%	19,11
Bilatéraux		-	2 872,08	311%	3 195,59	111%	1 207,75
JAPON	Public		323,58	0%	323,49		42,25
USA	Public	150,69	573,66	381%	472,41	82%	101,25
France	Public		1 578,73	0%	623,06	39%	998,15
	Privé		234,46	0%	na		na
	Total France	721,69	1 813,20	251%	623,06	34%	998,15
Fonds Saoudien	Public	30,09	25,60	85%	58,19	227%	
Allemagne	Public	21,09	114,30	227%	61,95	54%	52,00
Corée	Public		21,70	-	7,60	35%	14,10
	Privé		0,04	-	0,04	100%	
	Total Corée		21,74	-	7,64	35%	14,10
Autres bilatéraux	Public			-	1 648,84		
Autres		865,00	630,40	73%	464,44	74%	376,00
UEMOA	Public	45,00	11,60	26%	11,6	100%	
BOAD	Public	620,00	383,00	95%	211,00	55%	328,00
	Privé		206,00		212,00	103%	48,00
	Total BOAD	620,00	589,00	95%	423,00	72%	376,00
BIDC	Public	200,00	29,80	15%	29,80	100%	
Monnaie/ Dévis	Catégorisation des bailleurs	Annonce GC 2012	Engagements 2012-2015	Taux d'Engagement (Montant Engagement base Annonce)%	Décaissements 2012-2015	Taux de Décaissements (Montant Décaissement base Engagement)%	Reste à décaisser sur 2016-2020 sur octrois antérieur
TOTAL en millions \$US	Ensemble des bailleurs	6 788,46	9 906,32	146%	8 983,33	91%	2 668,69

Source : MPD, Synthèse PTFs

L'analyse du tableau 1 donne le niveau des engagements des partenaires au développement sur la période 2012-2015 qui est de **9,9 milliards de dollars (4 950 milliards de FCFA)**, soit un **taux d'engagement de 143% par rapport aux annonces**. En termes d'absorption des ressources, **les décaissements sont de 9 milliards de dollars (4 500 milliards de FCFA) sur la même période, soit un taux de décaissement de 91% par rapport aux engagements**.

Par ailleurs, les interventions des partenaires sont alignées sur les priorités définies dans le PND 2012-2015. Comme indiqué dans le graphique 1, les allocations budgétaires sectorielles sont les suivantes : (i) Pétrole et Energie (31,4%) ; (ii) Infrastructures et Transports (17%) ; (iii) Gouvernance (17%) ; Réduction de la pauvreté (8,9%) ; (iv) Agriculture et Agro-industrie (7%) ; (v) Emploi (6,5%) ; (vi) Assainissement (2,8%) ; (vii) Santé (3,8%) ; (viii) Education (1,8%) ; (ix) Tourisme et Services (0,6%) ; (x) Cohésion sociale (0,6%) ; (xi) Commerce (0,4%) ; (xii) Justice (0,4%) ; (xiii) Industrie (0,4%) ; (xiv) Mines (0,3%) ; (xv) Eaux et Forêts (0,3%) et ; (xvi) Environnement (0,1%).

Graphique 1 : Allocations Sectorielles des interventions des PTFs



Source : MPD, Synthèse PTFs

❖ Groupe Banque Mondiale

Le montant des engagements du Groupe de la Banque mondiale s'élève à **2,6 milliards de dollars contre des annonces de 2,05 milliards de dollars sur la période 2012-2015, soit un taux d'engagement de 131%**. Le niveau de décaissement du Groupe de la Banque Mondiale est de **2,3 milliards de dollars, soit un taux de décaissement de 88%**. La SFI et la MIGA ont chacun un taux de décaissement de **100%**.

La performance du Groupe de la Banque Mondiale s'explique par l'important soutien du guichet privé en faveur de la garantie des investissements privés, notamment du Pont HKB, de la CIPREL et AZITO

Par ailleurs, le portefeuille est constitué à ce jour de **dix sept (17) projets dont treize (13) projets nationaux et quatre (04) projets régionaux pour un volume total d'engagements d'environ 1,053 milliard de dollars soit 526,87 milliards de FCFA**.

En outre, la revue annuelle du portefeuille de la Banque conduite en avril 2016 indique que le taux de décaissement concernant les projets et programmes financés ou cofinancés par la Banque mondiale en Côte d'Ivoire a enregistré un important recul pour se situer à **23% en mars 2016 contre 53% en mai de l'année précédente**. Cette performance s'explique par les contraintes suivantes : (i) la mobilisation des ressources de la contrepartie Etat ; (ii) l'application du décret N° 2015-475 du 1er juillet 2015 portant procédures et modalités de gestion des Projets et Programmes financés ou cofinancés par les Partenaires Techniques et Financiers à tous les Partenaires Techniques et Financiers et; (iii) le fonctionnement effectif des comités de pilotage en vue de l'appropriation effective des projets par les ministères de tutelle.

❖ Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)

Les engagements du Groupe de la BAD sont de **1,371 milliards de dollars US contre des annonces de 1 milliard de dollars US, soit un taux d'engagement de 137,1%**. En terme d'absorption, le niveau de décaissement est de **1 milliard de dollars US, soit un taux de décaissement est de 73%**.

Après l'organisation **du groupe consultatif**, le Conseil d'Administration de la BAD a adopté un programme de coopération intitulé Document de Stratégie Pays (DSP 2013-2017) pour la Côte d'Ivoire. Ce DSP est articulé autour de deux principaux axes : (i) **le soutien à la relance de la production ; et (ii) la gouvernance économique favorable à la croissance inclusive et au développement du secteur privé**.

La revue de portefeuille de la BAD en Côte d'Ivoire a permis de relever un certain nombre de points nécessitant une amélioration, notamment : (i) **la lenteur dans la préparation des documents administratifs nécessaire au démarrage des projets (ii) l'instabilité des acteurs intervenants dans le traitement des dossiers (iii) la lenteur dans la mise à disposition des ressources aux structures bénéficiaires dans le cadre des appuis budgétaires (iv) le retard dans la mise en place des fonds de contrepartie notamment pour ce qui est du projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la région de l'Indénié-Djuablin (PAIA-ID) qui jusqu'à présent n'a pas encore mobilisé les ressources que le Gouvernement s'est engagé à octroyer pour financer le volet appui aux cultures vivrières et maraichères et (v) le retard enregistré dans la signature des contrats**.

La répartition sectorielle du portefeuille indique une prédominance **du secteur des infrastructures notamment le transport (41%) suivi par l'énergie (29%), le social (16%), l'eau et l'assainissement (7%), l'agriculture (6%), le multisectoriel (0,6%) et finance (0,4%)**. Cette distribution reflète bien les priorités définies dans la stratégie d'intervention de la Banque en Côte d'Ivoire pour la période 2013-2017 qui met l'accent sur les infrastructures, les services sociaux de base et le renforcement des capacités en vue de rétablir les fonctions essentielles de l'Etat.

La stratégie prévoyait 9 opérations à livrer à mi-parcours, c'est-à-dire à fin 2015, sur un total de 12 opérations pour la période 2013-2017. **Le bilan à mi-parcours fait ressortir 10 opérations approuvées sous forme de projets ou programmes sans compter les opérations d'assistance technique.**

❖ **Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID)**

Les interventions de la BID ont porté sur les secteurs **de l'agriculture, de l'éducation, des finances publiques, de la santé, des infrastructures et transport et de l'eau, de l'assainissement ainsi que des services urbains.** Le montant total des engagements en cours du Groupe de la BID s'élève à **596,99 millions de dollars US contre une annonce de 1 milliards de dollars au Groupe consultatif, soit un taux d'engagement de 60%. Le décaissement effectif est de 306,8 millions de dollars US, soit un taux de décaissement de 51%.**

❖ **Systeme des Nations Unies (SNU)**

Le Systeme des Nations Unies a engagé 415,7 millions de dollars US contre des annonces de 360,9 millions de dollars, soit un taux d'engagement de 115%. Le niveau de décaissement est de 415,7 millions de dollars US, soit un taux de décaissement de 100%.

Les appuis du SNU ont été alignés sur les priorités du Plan National de Développement (PND 2012-2015) et les axes stratégiques du Plan Cadre de Coopération au Développement des Nations Unies pour promouvoir : (i) le développement inclusif durable dont l'une des priorités est de contribuer à la croissance inclusive intégrant des capacités de production générant des emplois et des moyens de subsistance notamment pour les plus démunis ; (ii) la promotion de l'Etat de droit et d'une gouvernance démocratique et institutionnelle, éléments centraux pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale. **Les interventions du SNU ont permis d'appuyer le processus électoral et la réforme du secteur de la sécurité, de prendre en compte les défis liés aux violations des droits de l'homme, les violences basées sur le genre, la cohésion sociale et la réconciliation nationale, la gouvernance, la protection sociale, la croissance inclusive avec l'organisation réussie de la conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique, le développement durable, la sécurité alimentaire, ainsi que la fourniture de services sociaux de base de qualité aux populations les plus vulnérable.**

Dans l'optique de renforcer l'efficacité des appuis du SNU, il importe de prendre en compte les contraintes suivantes: (i) **la nécessité d'impliquer davantage la partie nationale dans l'effort de participation aux processus de planification et de rapportage des résultats ; (ii) d'améliorer le rapportage financier, en veillant, à la prise en compte des projets dans le programme d'investissements publics et ; le renforcement des capacités des membres des agences, du Gouvernement, du personnel des agences et de la société civile sur la Gestion Axée sur les Résultats.**

❖ **Union Européenne (UE)**

L'UE a engagé **629,7 millions de dollars US** contre des annonces **de 314,9 millions de dollars**, soit un taux d'engagement **de 200%.** Le niveau de décaissement des ressources de l'UE est de **548,4 millions de dollars US, soit un taux de décaissement de 87%.**

❖ **Fonds Monétaire International (FMI)**

Le niveau d'engagement du FMI est de 731,2 millions de dollars contre des annonces de 274,4 millions de de dollars sur la période 2012-2015, soit un taux d'engagement de 266%. Le niveau de décaissement est de 712 millions de dollars, soit un taux de décaissement de 97%. L'intervention du FMI qui s'inscrivait dans le cadre de son Programme Economique et Financier en faveur de la Côte d'Ivoire a été appuyé par la Facilité Elargie de Crédit.

❖ **Gouvernement Français (en milliards de FCFA)**

Les engagements du Gouvernement Français se sont élevés à **1,8 milliards de dollars US contre des annonces de 721,6 millions de dollars US**, soit un taux d'engagement de **251%**. Les montants effectivement décaissés sont de 623 millions de dollars, soit un taux de décaissement de 34%.

En effet, sur un montant total de **1900 milliards de FCFA** consacré au Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) franco-ivoirien, deux (02) C2D ont été signés. L'un le 1^{er} décembre 2012 pour un montant de **413,25 milliards de FCFA** et l'autre le 3 décembre 2014 pour un montant de **738 milliards de FCFA**, soit un total de **1 151,25 milliards de FCFA** à exécuter.

Le montant alloué au 1^{er} C2D a été entièrement remboursé par la Côte d'Ivoire et reversé par la France pour être affecté au financement de projets de 6 secteurs de concentration et 3 secteurs transversaux définis d'accord **partie (Education, Santé, Agriculture/Environnement, Développement Urbain, eau et assainissement, Routes, Justice, Etudes et pilotage, Appuis Budgétaires et Réserves)**. La totalité du 1^{er} C2D et le quart du 2^{ème} ont été engagés à travers la signature de (17) conventions d'affectations.

A ce jour, **tous les projets du 1^{er} C2D sont à la phase d'exécution des opérations de terrain ou achevés pour certains**. Par ailleurs, la revue 2015 a permis de proposer des réponses à un certain nombre de difficultés dans la mise en œuvre des projets qui sont : (i) les délais de passation des marchés ; (ii) l'accès difficile des PME aux marchés du C2D et ; la lenteur observée dans le traitement des dossiers par certaines agences d'exécution.

Conclusion

Le niveau des engagements des partenaires au développement sur la période 2012-2015 est de **9,9 milliards de dollars (4 950 milliards de FCFA)**, soit un **taux d'engagement de 146% par rapport aux annonces**. En termes, d'absorption des ressources, **les décaissements sont de 9 milliards de dollars (4 500 milliards de FCFA) sur la même période, soit un taux de décaissement de 91% par rapport aux engagements**.

Dans l'optique de renforcer la mobilisation des financements extérieurs et d'améliorer les capacités d'absorption des ressources, il importe de prendre en compte les contraintes ci-dessous :

- le renforcement de la synergie et de la coordination des dispositifs de suivi-évaluation ;
- la lenteur dans la préparation des documents administratifs nécessaire au démarrage des projets ;
- l'instabilité des acteurs intervenants dans le traitement des dossiers ;
- la lenteur dans la mise à disposition des ressources aux structures bénéficiaires dans le cadre des appuis budgétaires ;
- le retard dans la mise en place des fonds de contrepartie et dans la signature des contrats ;
- la non mise en place de fonds de préparation de projets par les PTFS dans certains cas ;
- la simplification des procédures de passation de marchés ;
- l'application du décret N° 2015-475 du 1er juillet 2015 portant procédures et modalités de gestion des Projets et Programmes financés ou cofinancés par les Partenaires Techniques et Financiers à tous les Partenaires Techniques et Financiers ;
- le fonctionnement effectif des comités de pilotage en vue de l'appropriation effective des projets par les ministères de tutelle ;
- la nécessité d'impliquer davantage la partie nationale dans l'effort de participation aux processus de planification et de rapportage des résultats;
- la nécessité d'améliorer le rapportage financier, en veillant, à la prise en compte des projets dans le programme d'investissements publics et;
- le renforcement des capacités des membres des agences, du Gouvernement, du personnel des agences et de la société civile sur la Gestion Axée sur les Résultats.